RAPPORT 2015 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - TCHAD

Résumé analytique

La Constitution établit la séparation de la religion et de l'État et elle garantit la liberté de religion et l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion. Elle interdit la « propagande à caractère confessionnel » tendant à porter atteinte à l'unité nationale. Pour des raisons de sécurité, le Premier ministre a interdit le port de la burqa après un attentat-suicide à N'Djamena le 15 juin. Le président a fait des déclarations publiques en faveur de la tolérance religieuse.

Les dignitaires chrétiens et musulmans ont fait des déclarations appuyant l'interdiction du port de la burqa. Les groupes chrétiens et islamiques constituant le Forum régional sur le dialogue interreligieux ont organisé leur sixième journée annuelle de prière et du pardon, destinée à encourager la collaboration interreligieuse et à réduire la violence, et ils se sont réunis plusieurs fois pour promouvoir la tolérance religieuse. Des dirigeants musulmans, catholiques et protestants ont poursuivi leurs efforts communs en faveur de la tolérance religieuse et la coexistence pacifique avec les réfugiés et les personnes d'origine tchadienne rentrées de la République centrafricaine.

L'ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'ambassade ont poursuivi le dialogue sur la liberté de religion avec le gouvernement. L'ambassade a également poursuivi le dialogue avec les dignitaires religieux et continué des programmes de sensibilisation avec des dirigeants musulmans, catholiques et protestants. L'ambassadeur a invité des dignitaires religieux, y compris des chrétiens, et des responsables gouvernementaux pour un iftar pendant lequel les conversations ont notamment porté sur la liberté de religion et la tolérance religieuse.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population s'élève à 11,6 millions d'habitants (estimations de juillet 2015). D'après le Deuxième recensement général de la population (2009), environ 58 % des habitants sont musulmans, 18 % catholiques, 16 % protestants et les 8 % restants pratiquent des religions autochtones. La plupart des musulmans adhèrent à la tradition soufie tidjane. Une petite minorité est wahhabite ou salafiste. Un peu plus de la moitié des chrétiens sont catholiques. La majorité des protestants sont des chrétiens

TCHAD

évangéliques. Il existe également un petit nombre de baha'is et de témoins de Jéhovah.

La plupart des habitants du nord sont musulmans et la plupart de ceux du sud sont chrétiens ou pratiquent des religions autochtones ; toutefois, toutes les religions sont représentées dans les zones urbaines.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution prévoit la liberté de religion et l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion. Ces droits peuvent être réglementés par la loi et ne peuvent être limités que par le respect des droits d'autrui et par « l'impératif de sauvegarder l'ordre public et les bonnes mœurs ». La Constitution établit un État laïc et garantit la séparation de la religion et de l'État. Elle interdit « la propagande à caractère confessionnel » tendant à porter atteinte à l'unité nationale ou à la laïcité de l'État.

La loi stipule que toutes les associations, religieuses ou non, doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Elles doivent fournir une liste de tous leurs membres fondateurs et de leurs fonctions au sein de l'organisation, le C.V. des fondateurs, des copies des pièces d'identité des fondateurs, le procès-verbal des réunions de fondation, une lettre adressée au ministre demandant l'enregistrement, des informations sur la source principale du financement de l'association, l'adresse de l'association, un exemplaire des règles et des procédures, et les documents statutaires de l'association. Le ministère obtient des renseignements sur tous les membres fondateurs et octroie une autorisation temporaire de six mois, renouvelable, de fonctionner, en attendant l'autorisation finale et l'approbation. Faute d'effectuer cette démarche auprès du ministère, un groupe peut être interdit, risquer une peine de prison d'une durée d'un mois à un an et une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA (83 à 830 dollars É.-U.). Les groupes non enregistrés ne sont pas considérés comme des entités légales et ne peuvent pas ouvrir de compte bancaire ni conclure de contrats. L'enregistrement ne confère aucun avantage fiscal ou autre.

La Constitution stipule que l'enseignement public est laïc. Les autorités gouvernementales interdisent l'instruction religieuse dans les établissements scolaires publics, mais autorisent les groupes religieux à administrer des écoles privées.

TCHAD

La Constitution stipule que le service militaire est obligatoire et que nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses pour « se soustraire à une obligation dictée par l'intérêt national ». Toutefois, le gouvernement ne fait pas appliquer l'obligation du service militaire.

La Direction des Affaires religieuses et coutumières du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique est chargée des questions religieuses. Elle est responsable de jouer un rôle de médiateur dans les conflits intercommunautaires, de faire rapport sur les pratiques religieuses, de coordonner les pèlerinages religieux et de garantir la liberté de religion.

Les réglementations de l'organe gouvernemental de supervision de la répartition des revenus pétroliers requièrent que des représentants musulmans et chrétiens y siègent à tour de rôle.

Pratiques gouvernementales

Selon des rapports internationaux, le 15 octobre, les autorités ont arrêté 62 femmes qui portaient la burqa en contravention de l'interdiction prononcée cette année. Elles ont reçu une amende de 100 000 francs CFA (166 dollars É.-U.) et ont été remises en liberté, mais les autorités ont indiqué qu'elles seraient accusées de complicité [avec les djihadistes] en cas de nouvelle arrestation.

Après l'attentat du 15 juin à N'Djamena exécuté par un combattant de Boko Haram portant une burqa, le Premier ministre Kalzeube Payimi Deubet a rencontré les chefs des communautés religieuses pour les informer des mesures de sécurité prises par le gouvernement, en particulier l'interdiction du port de la burqa. Il leur a déclaré que « le port de la burqa est strictement interdit sur toute l'étendue du territoire national » et leur a demandé d'expliquer à leurs fidèles les mesures prises par le gouvernement. Selon les médias locaux, des dignitaires religieux de la communauté musulmane, l'Église catholique et les églises évangéliques ont fait des déclarations de soutien au Premier ministre et précisé qu'ils organiseraient des activités de sensibilisation et qu'ils expliqueraient l'importance de l'interdiction du port de la burqa.

Le 13 juillet, le ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité publique Abderahim Birémé Hamid a indiqué à des dignitaires religieux et à des représentants d'organismes des Nations Unies que l'interdiction du port de la burqa faisait partie d'une série de mesures prises pour lutter contre le terrorisme. Il a

TCHAD

recommandé aux dignitaires religieux d'« éduquer leurs fidèles » au sujet des mesures interdisant le port de tenues couvrant le visage. Il a souligné le besoin de collaborer avec les forces de sécurité dans la lutte contre Boko Haram et a déclaré, « Les adeptes de cette secte ne sont pas uniquement des étrangers, mais aussi certains de nos concitoyens aveuglément enrôlés à des fins sadiques ». Selon des sources locales, les dignitaires religieux ont convenu avec le gouvernement que le port de la burqa était une source d'insécurité, car cet habit servait de camouflage.

Pendant une réunion le 18 juillet à Amdjarass, dans la région de l'Ennedi Est, le président Idriss Déby Itno a parlé de l'interdiction du port de la burqa sur l'ensemble du territoire aux autorités religieuses, administratives et traditionnelles de cette région, y compris 10 membres du Conseil supérieur des affaires islamiques local dirigé par le Cheikh Oumar Khamis. Il a recommandé aux chefs religieux de sensibiliser la population sur cette décision et sur les raisons pour lesquelles le gouvernement l'avait prise. Le président a particulièrement insisté sur le besoin de coexistence pacifique de tous les Tchadiens. « Vous devez sensibiliser, guider, orienter vos fidèles dans l'esprit de la cohabitation. Chrétiens et musulmans doivent vivre en symbiose », a-t-il déclaré.

Le 3 mars, le ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité publique a publié un arrêté qui dissout l'Association Ansar al Sounna Almouhamaddya, accusée de promouvoir le wahhabisme, arguant qu'elle constituait un risque pour l'ordre public.

Le président Déby Itno a encouragé la tolérance religieuse dans des déclarations publiques et il a invité instamment les dirigeants religieux à promouvoir des relations pacifiques entre les groupes religieux. Au cours de la célébration de l'Aïd-el-Fitr et de l'Aïd al-Adha, il a exhorté chaque groupe religieux à œuvrer pour l'harmonie entre tous les citoyens. Il a également rendu hommage à ce qu'il a déclaré être les relations amicales et la compréhension régnant entre les dirigeants des différentes confessions. Il a encouragé les groupes religieux à resserrer les liens entre eux, ce qui constitue selon lui le fondement de l'unité nationale.

Le 12 décembre, le chef de l'État a présidé la sixième Journée nationale annuelle de la paix, de la cohabitation pacifique et de la concorde nationale du Forum régional sur le dialogue interreligieux et prononcé une allocution attirant l'attention sur la cohabitation pacifique entre les communautés religieuses qui, a-t-il déclaré, existe dans le pays. Il a promis le soutien continu du gouvernement à la communauté religieuse dans les efforts de construction de la paix.

TCHAD

Le Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI), organe établi par le gouvernement, a encadré les activités religieuses islamiques, notamment des établissements d'enseignement de l'arabe et des établissements d'enseignement supérieur, et il a représenté le Tchad lors de rencontres islamiques internationales. Le grand imam, qui était également le président du CSAI, supervisait le grand imam de chaque région et avait le pouvoir de limiter les activités de prosélytisme des groupes musulmans, de contrôler le contenu des sermons prononcés dans les mosquées et de superviser les activités des organisations caritatives islamiques.

Les pouvoirs publics ont continué de financer la construction de la première basilique catholique du pays ainsi que la restauration de la cathédrale catholique Notre-Dame de N'Djamena.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Les dignitaires religieux, notamment le Secrétaire général de l'Entente des églises et missions évangéliques au Tchad (EEMET), le vice-président de la Conférence épiscopale de l'Église catholique du Tchad, et le Conseil supérieur des affaires islamiques ont indiqué publiquement qu'ils appuyaient les déclarations du président prônant la tolérance religieuse.

Le Forum régional sur le dialogue interreligieux, qui comprend les représentants des églises évangéliques, de l'Église catholique et de la communauté musulmane, s'est réuni trois fois pendant l'année pour promouvoir la tolérance religieuse et lutter contre les préjugés.

Dans son sermon pour l'Aïd al-Adha, l'imam Ahmat Annour Mahamat Al-Hélou, mufti du Tchad, a exhorté les fidèles à avoir un comportement responsable, à être solidaires et tolérants, et à prêcher partout la paix et l'unité. Selon lui, « un musulman doit avoir un comportement exemplaire car l'islam est par essence pacifique. Donc, le musulman doit être un homme de paix, un éducateur social et non un kamikaze ». En outre, il a salué les efforts déployés par le gouvernement pour lutter efficacement contre Boko Haram.

Des dirigeants musulmans, catholiques et protestants ont poursuivi leurs efforts communs en faveur de la tolérance religieuse et la coexistence pacifique avec les réfugiés et les personnes d'origine tchadienne rentrées de la République centrafricaine.

TCHAD

Des musulmans et des chrétiens ont régulièrement assisté aux cérémonies et célébrations les uns des autres.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

L'ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'ambassade ont rencontré régulièrement des responsables gouvernementaux pour discuter des actions entreprises pour contrer le discours religieux extrémiste et favoriser la tolérance religieuse. L'ambassade a prôné la tolérance religieuse par des actions diplomatiques et communautaires, notamment par des visites, des ateliers et des programmes culturels. L'ambassadeur et des responsables de l'ambassade ont rencontré régulièrement le grand imam et des dignitaires catholiques et protestants pour surveiller et promouvoir la liberté de religion et discuter de sujets tels que l'interdiction du port de la burqa.

L'ambassadeur a invité plus de 40 dignitaires religieux, y compris des chrétiens, et responsables gouvernementaux pour un iftar pendant lequel les conversations ont notamment porté sur la liberté de religion et la tolérance religieuse dans le pays.